



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

CIG : définir un vrai projet

Les 16 et 17 juin, le **Conseil européen d'Amsterdam** est censé conclure la Conférence intergouvernementale en adoptant le texte des modifications au traité de l'Union européenne. Les négociations s'accélérent et les réunions se succèdent, avec en particulier un Conseil européen extraordinaire le 23 mai à Noordwijk.

Le projet de texte remis par la présidence néerlandaise le 14 mai témoigne de la volonté de prendre en compte dans le traité des **thèmes** qui étaient jusque là absents ou sous-estimés, comme l'emploi ou la lutte contre les discriminations. Mais en même temps, le contenu proposé pour chacune de ces questions est **très en-deça des aspirations** portées par les acteurs sociaux.

Les **services d'intérêt général** sont un révélateur de ces insuffisances. Le texte de la présidence néerlandaise substitue au projet d'article 8 e (que nous avons publié dans notre n°4) un nouvel article 7 d : "*Sans préjudice des articles 77 et 90, et eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt général parmi les valeurs communes de l'Union ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union, la Communauté et ses Etats membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions*".

Cette nouvelle proposition apparaît en retrait. D'abord, elle fait référence à l'**article 90**, qui place les services d'intérêt général en situation d'exceptions, alors qu'il faudrait rééquilibrer le dit article. Ensuite, parce que disparaît la référence aux "**citoyens**". Enfin, l'objectif assigné n'est plus de "*tenir dûment compte de l'importance d'assurer des conditions appropriées en vue du fonctionnement de ces services*" dans la **formulation** et la **mise en oeuvre** des **politiques**, mais seulement de "**veiller**" au respect de principes, d'ailleurs non définis.

La Conférence intergouvernementale ne saurait limiter ses ambitions à de simples aménagements au traité. Les citoyens en attendent la définition d'un véritable **projet** non seulement économique et monétaire, mais en même temps **social, politique et de citoyenneté** pour le XXI^e siècle. Les services d'intérêt général sont un moyen pour lui donner corps.

Pierre Bauby et Jean-Claude Boual

Institutions européennes

* Le **Parlement européen** a engagé la procédure de discussion de la Communication de la Commission européenne sur "**Les services d'intérêt général en Europe**" du 11 septembre 1996. Les Commissions des transports, de la recherche, de l'emploi, des régions, de l'environnement, de la culture, juridique et institutionnelle sont saisies pour avis. Le débat en séance plénière est prévu pour le mois d'octobre. Le rapporteur est Angela Billingham.

* La **Commission européenne** lance pendant deux mois une consultation afin de savoir si la **téléphonie sur Internet** doit être considérée comme de la "téléphonie vocale de base" et pour définir des règles du jeu équitables au niveau européen avant la libéralisation du 1er janvier 1998.

IGC: Defining a Real Project

On the 16 and 17 June, the **Council** in Amsterdam is set to conclude the work of the Inter-Governmental Conference, adopting modifications to the text of the Treaty of the European Union. The negotiations have accelerated and meetings are coming up in fast succession, notably the extraordinary meeting of the European Council in Noordwijk on the 23 May.

The text proposed by the Dutch presidency on the 14 May bears witness to a desire to take into account in the Treaty certain **themes** which have been absent, or underestimated until now. These include employment and the fight against discrimination. But, at the same time, the contents of the proposals on each subject fall **well short of the aspirations** held by Europe's social actors.

Services of General Interest are an indicator of these insufficiencies. The text of the Dutch presidency would substitute Article 8 (published in the our 4th Newsletter), with a new Article 7d: "*Without prejudice to Articles 77 and 90, and given the place occupied by services of general interest in the shared values of the Union as well as their role in promoting the social and territorial cohesion of the Union, the Community and the Member States, each within their respective powers, shall take care that such services operate on the basis of principles and conditions which enable them to fulfil their mission*".

This new proposition seems to be a retreat. First, it refers to **Article 90**, which places general interest services in an exceptional position. Instead, it should have re-balanced the Article. Second, the reference to "**citizens**" has been withdrawn. Lastly, the assigned objective is no longer to "*take duly into account the importance of ensuring the appropriate conditions for the functioning of these services*" in the **formulation** and **application** of **policies**, but simply to "**watch over**" the respect of principles, which are not defined.

The Inter-Governmental Conference should nevertheless go further. Europe's citizens are expecting the definition of a real **project** which is not just economic and monetary, but also **social and political**, as well as defining **citizenship** for the 21st Century. General Interest Services are a means for fleshing out such a project.

Pierre Bauby and Jean-Claude Boual

European Institutions

*On the 11 September 1996, the **European Parliament** started discussing the communiqué of the European Commission on "**Services of General Interest in Europe**". The Commissions on transport, research, employment, the regions, the environment, culture, and on legal and institutional matters have been requested to state their opinions. The plenary debate is scheduled for October. The rapporteur is Angela Billingham.

*The **European Commission** has launched a two-month consultation to determine whether telephoning on Internet should be considered as "basic, vocal telephoning" and to define fair rules at a European level, prior to liberalisation the 1st January 1998.

Débat sur le développement urbain

La Commission européenne a adopté une Communication COM (97) 197 sur "*La question urbaine : orientations pour un débat européen*", afin de lancer un large débat sur l'**avenir du développement urbain**. La première partie présente les défis auxquels toutes les villes européennes sont confrontées à des degrés divers, comme le chômage, l'exclusion sociale, la dégradation de l'environnement, le surpeuplement et une diminution du sentiment d'appartenance montrée par le faible taux de participation au processus démocratique.

La deuxième partie fait le point sur les politiques et actions de l'Union ayant une incidence sur les villes. La troisième aborde la **définition d'objectifs** pour l'amélioration de l'environnement urbain, la promotion du transport public de passagers, l'orientation des activités de recherche liées aux villes (transports intégrés, énergie, réseaux d'informations, technologies de protection du patrimoine culturel, technologies environnementales, nouveaux véhicules urbains, etc.), la nécessité de développer des relations de confiance entre les acteurs intervenant à l'échelle locale.

La quatrième partie concerne le suivi de la communication et propose en particulier l'organisation d'un "**Forum urbain**" en 1998. Le document sera examiné en juin lors de la réunion informelle des ministres chargés de la politique régionale et de l'aménagement du territoire.

Institutions européennes

- * La **Commission européenne** a adopté deux propositions de règlement, regroupées dans un mémorandum, à propos de l'application des règles de concurrence aux **transports aériens** entre l'Union européenne et les pays tiers.
- * La **Commission européenne** a adopté le 23 avril une Communication sur la **politique** et les **actions énergétiques**. Le texte préconise de répondre à l'aggravation spectaculaire à venir de la dépendance énergétique (gaz, charbon, pétrole), d'assurer des prix énergétiques plus compétitifs et de contribuer à la réduction des émissions de CO₂.
- * Le JOCE du 5 mai publie la réponse du **Conseil** à une question d'un membre du Parlement européen à propos de la définition des **obligations de service public** prévues dans la directive sur le marché intérieur de l'électricité. Le Conseil précise que "*la mise en oeuvre des obligations de service public est mieux réalisée au niveau des Etats membres*".
- * Le **Comité économique et social** vient d'adopter des avis sur deux volets importants de la **politique énergétique** de l'Union européenne, relatifs aux industries nucléaires et aux sources d'énergie renouvelables.
- * Le groupe présidé par Etienne Davignon a présenté le 13 mai une proposition de compromis sur le **statut de société européenne**, prévoyant pour chaque société européenne l'ouverture de négociations entre les représentants des travailleurs et la direction pour mettre en place un système d'information et de participation des travailleurs. A défaut d'accord, des dispositions minimales s'appliqueraient.

Initiatives

- * Une nouvelle séance des **Etats généraux de la société civile** aura lieu à **Amsterdam le 15 juin** à la veille du Conseil européen.

Contact : Forum permanent de la société civile, Place du Luxembourg 1, B - 1050 Bruxelles. Tel (32-2) 512 44 44. Fax (32-2) 512 66 73.

Afin de faire circuler rapidement les informations, adressez à "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**" de **brèves informations** en anglais et français par courrier, fax ou E-mail (celsig@worldnet.fr).

The Debate on Urban Development

The European Commission has adopted a Communiqué COM(97)197 concerning "*The Urban Question: Orientations for a European Debate*", so as to launch a debate on the **future of urban development**. The first part presents the challenges facing all European cities, to varying degrees, such as unemployment, social exclusion, the degradation of the environment, over-population, and the declining sense of belonging as borne out by the falling participation in the democratic process.

The second part sets out briefly the policies and actions of the Union which have an impact on cities. The third part concerns the **definition of objectives** for the improvement of the urban environment, the promotion of public transport for passengers, the orientation of research activities linked to towns (integrated transport, energy, information networks, technologies for protecting cultural heritage, environmental technologies, new urban vehicles, etc.), and the necessity of developing trust between the various, local actors involved.

The fourth part concerns the pursuit of communication and proposes the organisation of an "**Urban Forum**", in particular, in 1998. The document will be examined in June at the informal meeting of the ministers responsible for regional development policies.

European Institutions

- *The **European Commission** has adopted two regulatory propositions, grouped in a memorandum, with respect to the application of competition regulation in **air transport**, between the Union and third countries.
- *On the 23 April, the **European Commission** adopted a communiqué on **energy policy and actions**. The text recommends responding to the spectacular aggravation of future energy dependence (on gas, coal and oil), ensuring more competitive energy prices and contributing to the reduction of CO₂ emissions.
- *The Official Journal of the 5 May publishes the **Council's** response to a question by a Member of the European Parliament about the definition of **public service obligations**, planned in the directive on the internal market in electricity. The Council stipulates that "*the implementation of obligations of public service are achieved better at the level of the Member States*".
- *The **Economic and Social Committee** has adopted an opinion on two important dimensions of **energy policy** in the European Union, relative to nuclear industries and renewable energy sources.
- *On the 13 May, the group chaired by Etienne Davignon presented a compromise proposition on the **status of European companies**, envisaging the opening of negotiations in every company, between employee representatives and management, so as to set up an information system and foster employee participation. If no agreement is reached, minimal measures will be applied.

Initiatives

- *A new meeting of the **States General for the Civil Society** will take place in **Amsterdam on the 15 June**, before the European Council.

Contact: The Permanent Forum for the Civil Society, Place du Luxembourg 1, B - 1050 Brussels. Tel: 32-2-512 44 44. Fax: 32-2-512 66 73.

To help circulate news rapidly, please send brief information to "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**", in English and French, by courier, fax or E-mail (celsig@worldnet.fr).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.